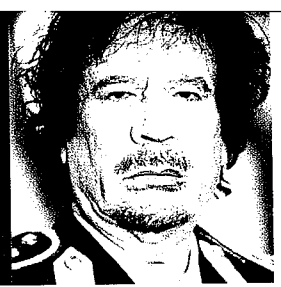


SALON DE L'AUTO 2011
Le triomphe des 4x4

**KADHAFI Le boucher
de Tripoli**



Fr. 5.90 N°08 Semaine du 24 février 2011

LE JOURNAL

GENÈVE

ÉLECTIONS MUNICIPALES 2011



- Les 7 sujets qui fâchent
- Les 6 facettes de la relève
- Plongée à Vernier, fief du MCG

SPÉCIAL ÉLECTIONS

MUNICIPALES GENEVE



COMPOSITION Très présent dans la rue, le MCG joue les trouble-fêtes dans une élection que la gauche avait l'habitude de dominer avec pour seul adversaire les partis de l'Entente. Une nouvelle donne qui met à jour les divisions au sein de chaque camp.

LES SEPT QUESTIONS QUI FÂCHENT

MUNICIPALES. L'élection du 13 mars met en exergue de profondes lignes de fracture entre la gauche et la droite. Décryptage.

LIE ZAUGG

Désormais incontournable, le thème de l'insécurité domine la campagne pour les élections municipales genevoises, au côté du logement ou de la mobilité, preuve que la droite populiste est parvenue à imposer son agenda. Attendue, l'entrée en scène du MCG au Conseil municipal bouleversera également les fragiles équilibres entre la gauche et la droite, qui se livreront une

lutte sans merci un mois plus tard lors de l'élection au Conseil administratif. Le point en sept enjeux.

01 Police municipale vs médiateurs culturels

Tous les partis s'entendent sur la nécessité d'accroître la présence sécuritaire dans la rue. Pour la droite, il faut augmenter le nombre d'agents de police municipaux (APM). Le PLR a lancé une

initiative destinée à renforcer les effectifs des APM: elle vise un agent par millier d'habitants et un poste de quartier pour 25 000 habitants. «Cela implique, à terme, de doubler les effectifs par rapport à aujourd'hui», souligne la présidente des libéraux en ville de Genève Sue Putallaz. La droite dure – soutenue par le candidat au Conseil administratif PDC Michel Chevolet – milite même pour qu'on arme les APM.

Pierre Maudet, le magistrat radical en charge de la Sécurité en Ville de Genève s'y oppose catégoriquement: «Je refuse d'équiper les APM d'armes à feu. Il ne faut surtout pas créer une police concurrente à celle du canton, sinon on va reproduire le psychodrame lausannois.» Et de rappeler que la première compte 100 agents contre 1700 pour la seconde. Il souligne qu'une nouvelle loi, entrée en vigueur au début de 2010, a permis d'augmenter les prérogatives des agents municipaux. «Avant, ils n'étaient pas très loin du contractuel ou du garde champêtre, note Pierre Maudet. Désormais, ils ont la compétence de poursuivre les incivilités ou de s'en prendre aux auteurs d'insalubrités et font un vrai travail de police de proximité avec l'ilotage.»

De l'autre côté du spectre, la gauche exige certes qu'on renforce la police de proximité, mais réfléchit aussi à des formes d'action alternatives. En décembre, elle a voté au Parlement le transfert de 800 000 francs du Département de la sécurité à celui de la culture, pour financer la création de dix postes de «médiateurs culturels». Entre l'éducateur de rue et l'agent municipal, ce nouveau type d'intervenant «proche du grand frère français», selon Salika Wenger, d'A gauche toute, devra prévenir et résoudre les conflits avant qu'ils ne dégènerent dans les parcs, les musées, les bibliothèques ou les bus. Face à cette proposition, la droite se déchaine, fustigeant comme le MCG Soli Pardo ces «assistants sociaux en sandales dans les musées» ou déplorant comme Pierre Maudet «une dilution des moyens» avec cette >>>

>>> multiplication d'acteurs sur le terrain. Président du PS de la Ville, Grégoire Carasso rappelle qu'on «ne peut former que 12 agents municipaux par an, même si Pierre Maudet a promis deux volées pour 2011».

02 Densifier la ville vs construire en périphérie

Face à la pénurie du logement frappant Genève, il faut urgemment construire du neuf, estiment tous les partis. Ils s'affrontent en revanche sur le type d'habitat et sa localisation. Il reste peu de place en ville, selon le magistrat en charge des Constructions Rémy Pagani, si ce n'est quelques zones villas, le quartier de la gare des Eaux-Vives et le périmètre Praille-Acacias-Vernets (PAV), qui devrait accueillir plus de 10 000 logements à terme.

Mais cette approche est limitée et ne résoudra pas la pénurie. «Je m'oppose à la densification de quartiers déjà très peuplés, comme les Pâquis», note l'élus d'A gauche toute. «On finit par créer



DANS LA RUE Depuis le 1^{er} janvier 2010, les agents municipaux ont davantage de compétences. Ils passent aussi plus de temps sur le terrain.

des cages à lapins», déplore Grégoire Carasso, qui cite le cas d'une maisonnette dans le quartier de Saint-Jean, située au milieu d'un immeuble en U et qu'on veut remplacer par un bâtiment de plusieurs étages. La solution se trouverait dans la couronne urbaine. «La Ville doit sortir de son territoire et acheter des terrains dans d'autres communes, ou même en France voisine, pour y construire du logement»,

estime la magistrate socialiste en charge du logement, Sandrine Salerno.

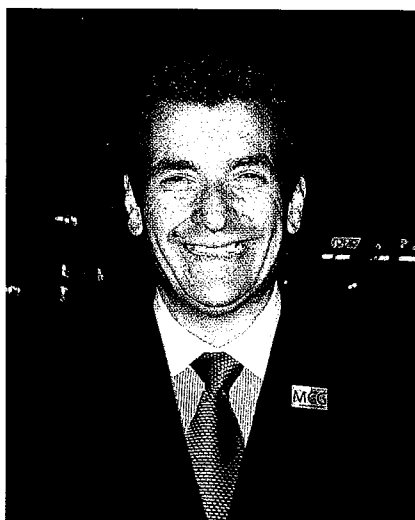
A l'inverse, la droite pense qu'il faut densifier et surélever les zones déjà urbanisées, «construire la ville en ville». La libérale Sue Putallaz s'insurge contre «le pouvoir de nuisance» de la gauche et de son élu Rémy Pagani qui «s'oppose quasi systématiquement à toutes les demandes, y compris pour le

logement à caractère social». Les sites permettant la construction de logements en ville existent pourtant, note Michel Chevolet, qui appelle à «bâtir de grandes tours administratives à la Praille pour libérer du logement en Vieille-Ville.» Le PDC aimerait aussi une plus grande mixité sociale. «Il faut aussi construire pour les riches. Sinon, on aboutit à une paupérisation de la Ville, avec une baisse des rentrées fiscales et des charges sociales en hausse.»

03 Piétons vs voitures

On l'appelle la guerre des transports. D'un côté, les partisans d'une piétonnisation à tous crins et de l'autre, les défenseurs acharnés de la voiture. A la fin de 2009, le Conseil administratif annonce «un compromis historique», soutenu par Rémy Pagani, Pierre Maudet et Patrice Mugny. Il prévoit de fermer au trafic certaines rues des Pâquis, de Saint-Gervais et de Rive. En échange, toutes les places de parc seront compensées en sous-sol, avec la

LES SIX FACETTES DE LA RELEVÉ...



PROVOCATEUR L'entrepreneur déplore la fin d'une «période bénie» où les rues de Genève étaient sûres.

1 Carlos Medeiros, le nouveau visage du MCG

Son premier acte politique, c'est sa naturalisation. Arrivé en Suisse en 1987 depuis le Portugal, Carlos Medeiros a été immédiatement séduit par le «degré de civilisation exceptionnel» de sa nouvelle patrie. En 1999, il obtenait le passeport à croix blanche et adhéra au MCG six ans plus tard. «J'ai rejoint ce parti car il met le citoyen au centre, explique l'homme de 45 ans. J'apprécie aussi son côté "ni de gauche ni de droite": je viens d'un pays où la droite rejette systématiquement tout ce qui vient de la gauche – et vice versa – pour des raisons purement idéologiques.» Ascension fulgurante, il est nommé président du MCG en Ville de Genève en 2008 et se trouve désormais sur les rangs pour conquérir un siège au Conseil municipal.

S'il se trouve en phase avec les idées de son parti sur l'insécurité, déplorant la fin d'une «période bénie où on pouvait laisser un cabriolet ouvert dans la rue sans se le faire voler», sa posture antifrontaliers est plus ambiguë. «A mon arrivée à Genève, j'ai travaillé dans un palace qui a pris le temps de me former pendant mes heures de travail. Cela ne se fait plus. On préfère recruter de la main-d'œuvre française bon marché.» Et comment envisage-t-il la suite de sa carrière politique? «Pourquoi pas au Conseil administratif? J'ai déjà géré des budgets importants dans le cadre de mes activités professionnelles», souligne cet autodidacte, qui a été successivement assistant concierge, patron de fast-food, chef d'une PME d'import-export et maître nageur. S'il ne devait mener qu'un seul combat? «Obtenir qu'on renonce à engager des frontaliers dans l'administration publique.» o JZ

construction du parking les Clés-de-Rive (500 places). «Il s'agissait d'un concept global mélangeant les zones piétonnes, à 20 km/h et 30 km/h, inspiré de ce qui a été fait à Zurich», relève Pierre Maudet.

Mais le Conseil municipal est sceptique. Les Verts déposent une initiative réclamant la création de 200 rues piétonnes en quatre ans, puis bloquent le projet en réclamant un inventaire de toutes les places de parc en ville. «Il semblerait qu'il y ait énormément de places privées qui ne sont pas utilisées, note la présidente des Verts en Ville, Fabienne Fischer. Au près des fondations immobilières de droit public, jusqu'à 66% ne sont pas louées.» La libérale Sue Putallaz rétorque que «sans parkings, on va vers une désertification du centre-ville. Les commerçants ont besoin de se faire livrer et les clients de se parquer. S'ils n'y parviennent pas, ils iront en périphérie.»

Face à ces positions figées, Pierre Maudet ne croit plus trop à la réalisation du compromis trouvé

par l'exécutif. «L'initiative des Verts contient de véritables aberrations idéologiques et financières, s'emporte-t-il. Le crédit pour la réaliser prévoit par exemple 90 000 francs pour piétonniser la rue Maurice, qui fait 10 mètres de long et n'est utilisée que le matin par des camions de livraison.» Rémy Pagani relève qu'une piétonnisation réussie ne peut

«LA VILLE DOIT SORTIR DE SON TERRITOIRE POUR CONSTRUIRE DU LOGEMENT DANS D'AUTRES COMMUNES.»

Sandrine Salerno, magistrate socialiste en charge du Logement

pas se faire à la hussarde. «On doit consulter la population et prévoir des aménagements provisoires.» Quand on permet aux gens de tester la formule, la pilule finit en général par passer.

04 Dépenser vs économiser

«Ces dernières années, la Ville a engrangé des bonis de plus de 70

millions de francs par an, souligne le radical Rémy Burri. Résultat, la majorité de gauche fait un budget des moyens plutôt que des besoins: elle regarde ce qu'elle a et elle le dépense.» La droite réclame une baisse d'impôts en ville et la suppression de la taxe professionnelle (sur quatre ans dès 2014) sur l'ensemble du canton. Facturée aux entreprises, celle-ci rapporte entre 100 et 150 millions de francs par an à la Ville, soit environ 10% de son budget.

Ces propositions font bondir la socialiste Sandrine Salerno. «C'est complètement déraisonnable. La Ville a déjà perdu 60 millions de francs par an en raison des baisses d'impôts votées en 2009 et s'apprête à ressentir les effets de la crise de 2008 sur ses recettes fiscales.» Elle y voit une offensive des élus de droite au Grand Conseil contre un Conseil administratif à majorité de gauche, mais aussi «un combat de la périphérie

contre le centre, les communes cherchant à affaiblir la Ville.»

Reste que la suppression de la taxe professionnelle semble inéluctable: elle s'inscrit dans la stratégie du canton pour régler le conflit avec l'UE sur la fiscalité des entreprises. Pour compenser en partie cette perte, Pierre Maudet propose de réfléchir à un catalogue de taxes environnementales incitatives imposées aux entreprises. Le libéral Alexis Barbey veut revoir la péréquation: «Le canton et les autres communes pourraient assumer une partie des charges de la Ville dans le domaine de la culture, des écoles ou des crèches.»

A gauche, Grégoire Carasso a une solution plus radicale: «Il faut mettre un frein à la promotion économique, qui repose sur une fiscalité intenable sur le long terme. On attire des entreprises étrangères qui paient 12% d'impôt contre 25% pour les entreprises locales.» Cette politique a essentiellement permis de faire venir «des holdings étrangères qui ne créent ni emploi local ni substance fiscale pérenne et >>>

2 Michel Chevrolet, le trublion du PDC

Il en a marre qu'on le prenne pour «un fanfaron qui se couche tous les jours à 5 heures du matin». A l'approche de l'élection au Conseil administratif en Ville de Genève, Michel Chevrolet aimerait qu'on le prenne au sérieux. Son omniprésence médiatique, ses vidéos farfelues sur YouTube (voir celle intitulée *Droit au but*) et la polémique née du financement de sa campagne (120 000 francs investis) ne facilitent pas la tâche. Se présentant comme «le candidat du dialogue entre la gauche et la droite», il a pourtant de grandes ambitions pour sa ville. «Je rêve de grands projets architecturaux, que Genève conserve son statut de cité internationale.» Ce natif de Buenos Aires n'en est pas à son coup d'essai. «J'ai été élu à 18 ans au

Conseil municipal de Meyrin. Depuis, je navigue entre politique et journalisme.» Aujourd'hui, il revient à la chose publique après un long hiatus au cours duquel il a notamment dirigé la TV locale Léman Bleu. Ne se sent-il pas un peu à l'étroit dans ses habits PDC? «J'aime ce parti qui a la tête à droite et le cœur à gauche.» Il l'a rejoint après avoir assisté à un débat sur l'abolition de l'armée. «Les positions étaient complètement partagées. Cette absence de postures figées m'a plu.» Il ne se sent pas non plus incommode par le fameux C. «Je suis catholique, mais j'adhère davantage aux valeurs humanistes que religieuses. A terme le PDC devra sans doute changer de nom.» S'il n'avait qu'un seul combat à mener? «J'aimerais être le constructeur de quelques grandes tours à Genève et donner une vraie plage à ses habitants.» o JZ



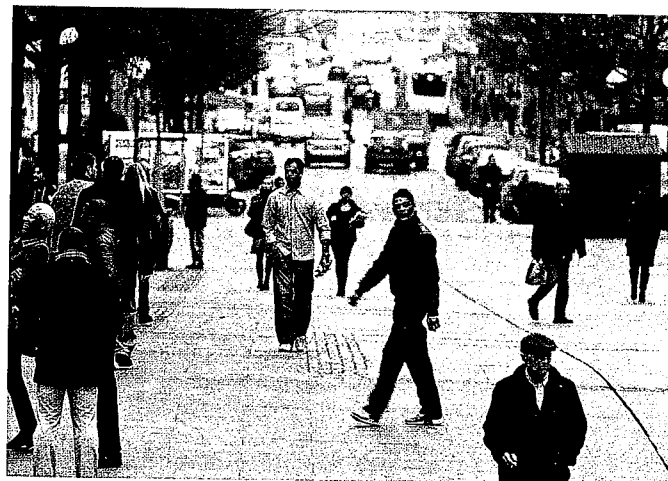
MOTIVÉ Le PDC aimerait que Genève endosse son statut de ville internationale avec plus d'entrain.

>>> qui quitteront la ville demain si on leur offre de meilleures conditions ailleurs», dénonce Sandrine Salerno.

05 UDC vs MCG

La plupart des observateurs s'entendent pour dire que le MCG atteindra le quorum de 7% en ville de Genève cette fois-ci (il avait obtenu 5,7% des voix en 2007), et entrera au Conseil municipal. Très présent dans la rue, axant sa campagne sur la dénonciation du «système» et de ses élites, ce parti protestataire a jusqu'ici marqué des points dans les communes suburbaines caractérisées par une forte précarité. Lors des élections cantonales de 2009, il avait obtenu 26% à Vernier, contre 12,9% en ville de Genève. En 2007, il était entré dans les Parlements de Lancy, Vernier et Onex et à l'exécutif de Vernier.

Cette fois, il s'en prend aux quartiers résidentiels plus aisés et à la Ville. Signe de sa vitalité, le MCG a récupéré plusieurs élus des autres partis (le Vert Denis



GUERRE DES TRANSPORTS Un combat stérile oppose les partisans du tout à la voiture et le camp Vert, qui demande la création de 200 rues piétonnes.

Menoud, la libérale Danièle Magnin ou la PDC Marie-Thérèse Engelberts), allant jusqu'à piquer des membres dans les rangs de l'UDC (l'ex-président cantonal Soli Pardo ou celui de la Ville Olivier Klingele).

Car cette dernière formation est mal en point. Minée par les conflits internes, elle peine à se positionner face à la concurrence du MCG. «L'UDC, une formation récente à Genève, s'est implantée

de haut en bas, justifie son conseiller national Yves Nidegger. Il est donc normal que l'échelon communal soit le plus faible.» Le parti présente une liste dans 12 communes, contre 20 pour le MCG.

Malgré la rivalité entre les deux formations populistes, un rapprochement pourrait avoir lieu. «Il y a des frictions, mais nous avons aussi beaucoup de points communs, relève Yves Nidegger.

Une fusion me paraît réaliste long terme.» Il rappelle que l'é de la Lega au Tessin – «un par similaire au MCG» – siège dans le groupe de l'UDC au Parlement fédéral. «Nos recettes sur la sécurité ne sont pas si différentes, abonde Soli Pardo, même nous avons de grosses différences sur les questions sociales.» juge lui aussi une fusion «inélu table» à terme, «surtout si l'UDC poursuit sa dégringolade».

06 Radicaux vs libéraux

A Genève, la fusion entre les libéraux et les radicaux ne sera réaliste qu'en mai. Pour les élections municipales, les deux partis présentent une liste commune dans 15 des 45 communes. La réunion de ces deux formations opposées depuis 150 ans ne se fait pas sans mal. «La droite veut se donner un nouvel élan à travers cette fusion mais, comme dans toutes les familles, il peut y avoir des sensibilités différentes», reconnaît la libérale Sue Putallaz. Certains ont cédé à des considéra-

...LES SIX FACETTES DE LA RELEVÉ...



CONVICTION Venu jeune à la politique, le radical s'est toujours senti plus à l'aise à droite qu'à gauche.

3 Simon Brandt, la relève radicale

Simon Brandt est plutôt précoce: à 16 ans, alors qu'il est déjà membre du Parlement des jeunes, il décortique tous les votes des partis genevois pour trouver lequel est le plus proche de ses positions. «Les libéraux et les radicaux sont sortis le plus souvent», raconte le jeune homme de 26 ans. En novembre 2001, il fixe son choix sur le PRD, auquel il adhère, car «tout était à reconstruire» dans ce parti. Le grand vieux parti vient en effet de subir «une défaite historique aux élections cantonales, se retrouvant sans siège au Conseil d'Etat pour la première fois en 150 ans.» Il est également séduit par le slogan de justice sociale du parti, une notion qui lui tient à cœur. Très vite, il devient un proche, puis l'assistant parlementaire de Pierre

Maudet, à qui on le compare souvent. Ne manquant jamais une occasion de s'exprimer au Conseil municipal, auquel il accède en 2005, il est «fier d'avoir vu se réaliser l'un des dossiers sur lesquels j'ai le plus travaillé durant la dernière législature, à savoir l'extension des compétences des agents de police municipaux.» Il a également présidé le groupe radical de 2007 à 2009 et a été nommé vice-président des radicaux en Ville de Genève. Il brigue désormais un nouveau mandat au Municipal et jure ne pas encore se poser la question de la suite de sa carrière, même s'il aimerait faire de la politique son métier. «Je n'ai pas encore l'impression d'avoir fait le tour de mon mandat actuel.» Et s'il ne lui restait qu'un seul combat à mener? «Ce serait d'obtenir la construction d'une nouvelle patinoire à Genève pour remplacer les Vernets.» o 12

tions stratégiques. «Dans une élection à la proportionnelle, il vaut parfois mieux partir à deux listes», rappelle le président des radicaux Patrick Malek-Asghar. Cet argument a fait mouche à Collonges-Bellerive, Chambésy ou Versoix.

D'autres sont carrément hostiles à la fusion. A Vernier, il n'y a eu aucune discussion entre les deux partis. «Les radicaux n'ont pas atteint le quorum aux dernières élections, détaille le libéral Pierre Ronget. Nous ne savons pas qui ils sont. Nous n'allons pas fusionner avec un fantôme.» A Onex, «80% de la section radicale est partie chez les Verts libéraux», raconte Bruno Borsatti, l'ex-président du parti communal qui fait partie des démissionnaires. Il s'explique: «Je n'ai pas la même conception de l'école que les libéraux, qui prônent un soutien aux établissements privés. Moi je veux préserver l'ascenseur social de l'instruction publique.» Il n'apprécie pas non plus leur posture pronucléaire et leur façon de lorgner sur l'UDC comme un partenaire éventuel.

En ville, la fusion a provoqué le départ des conseillers municipaux libéraux Georges Quéloz et Danièle Magnin, ainsi que du radical Charly Schwarz.

07 La bataille du 17 avril

Si le MCG fait son entrée au Conseil municipal de la Ville, la gauche pourrait y perdre sa majorité absolue. Cela ne devrait pas l'empêcher de présenter une liste de quatre candidats au Conseil administratif. La bagarre sera en revanche rude pour déci-

«SI LE PS SE MONTRE IRRATIONNEL, NOUS PARTIRONS SEULS AVEC À GAUCHE TOUTE.»

Yvan Rochat, président des Verts

der de la composition de celle-ci. En 2007, les partis de l'alternative avaient conclu un accord stipulant que celui avec le plus de voix au Municipal pouvait présenter deux candidats. Ce fut le PS. Les Verts – persuadés qu'ils peuvent cette fois dépasser l'allié socialiste, comme au Grand

Conseil en 2009 – réclament la reconduction de ce pacte. Le PS ne veut pas en entendre parler. C'est donc une véritable guerre des tranchées qui se prépare entre les deux frères ennemis.

«Si le PS se comporte de façon irrationnelle, nous partirons seuls avec A gauche toute», menace le président des Verts Yves Rochat. Au PS, on laisse entendre que tout dépendra de l'ampleur de l'avance des Verts et du score individuel des candidats. Pris en tenailles, A gauche toute dit vouloir le respect de

l'accord de 2007.

La situation est encore compliquée par le fait que ni le PS, ni les Verts ne disposent de candidats

«naturels» parmi les nouveaux. Sami Kanaan (PS) est «un technocrate», Esther Alder (Verts) est «transparente» et Boris Drahusak (Verts) «est le bras droit de Patrice Mugny que tout le monde se réjouit de voir partir», entend-on à droite comme à gauche.

Mais l'Entente n'a pas non plus de quoi pavoiser. Si le radical Pierre Maudet semble relativement incontesté, la libérale Florence Kraft-Babel serait une «candidate par défaut». Seule en lice, elle n'a été choisie qu'à une courte majorité après que son parti a artificiellement prolongé le délai pour le dépôt de candidatures. Quant à Michel Chevrolet, sa forte visibilité lui donne certes un avantage, mais «il déplaît tant aux catholiques conservateurs, effarouchés par ses mœurs, qu'à l'aile chrétienne-sociale de son parti et à la gauche, qui n'appréciait pas ses positions très à droite», relève un socialiste.

Quant au MCG, dépourvu de son ténor Eric Stauffer qui vit à Onex, il ne partira au front que s'il réalise un score «d'au moins 17 ou 18%» au Municipal, dit son président en Ville Carlos Medeiros, qui fait partie des papables. Sans alliance, il lui sera presque impossible de remporter un siège. Enfin, l'UDC devrait se tenir à l'écart de cette élection, malgré les appels du pied de Michel Chevrolet, qui souhaite s'allier à celle-ci. o

4 Vera Figurek, la diplomate de Solidarités

Souriante et charmante, cette enseignante de 33 ans, de mère italienne et de père serbo-ukrainien, est une battante à la touche diplomatique. Sa maturité en poche à 16 ans – elle est surdouée –, elle fait une virée dans l'univers de la mode, qui l'emmène tout autour de l'Europe, avant de commencer des études de lettres, en italien et en histoire médiévale. Dès lors, la jeune femme s'engage politiquement, et ce sur de multiples fronts: syndicats, associations féministes, manifestations pacifistes. Pourtant, son entrée au Conseil municipal de Genève tient du hasard, de l'accident même. Sans vraiment le vouloir, un collègue l'inscrit sur la liste Solidarités, elle se fait élire, sans même faire campagne.

Au fil des ans, elle se découvre un intérêt croissant pour la politique, et devient même présidente du Conseil municipal en 2009-2010. «J'aime mon parti autant pour son projet global de société, que pour ses membres, souvent des intellectuels», explique-t-elle. Son idée du politicien modèle est claire: elle rejette les personnalités flamboyantes et les individualistes et seules comptent «les personnes de l'ombre qui portent le projet du groupe». Attentive aux thématiques sociales, en particulier sur les prestations aux plus démunis, les crèches et les conventions collectives de travail, Vera Figurek, en passionnée des arts, attache aussi de l'importance aux activités culturelles de la Ville, dont elle préside la commission en 2007. Son projet clé pour l'avenir? «Rien de particulier, si ce n'est suivre une ligne générale: cibler le bien-être des citoyens, et permettre à chacun et chacun de vivre dignement». o CLÉMENT BÜRGE



ARTS En passionnée de théâtre, de musique et de cinéma, elle s'engage activement pour la culture.

